



## PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale de la protection  
des populations  
Service prévention des risques techniques  
Affaire suivie par Alain PIEYRE  
tél : 04 88 17 88 87  
télécopie : 04 88 17 88 99  
courriel : alain.pieyre@vaucluse.gouv.fr

### ARRETE N° 2012324-0007

Portant mise en demeure de la société Azur Distillation  
pour son établissement sis sur la commune de Pertuis

LE PREFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DANS L'ORDRE  
NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'Environnement, notamment le Livre V – Titre 1er, et les articles L 514-1 et suivants ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret n° NOR: INTA1230678D du 1er août 2012 publié au journal officiel de la république française le 3 août 2012 portant nomination de M. Yannick BLANC, en qualité de préfet de Vaucluse ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 avril 1981 autorisant la coopérative agricole de distillation du pays d'Aix et du sud Luberon à exploiter une distillerie vinicole sur le territoire de la commune de Pertuis ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré le 30 juin 2009 à la société union des distilleries de la Méditerranée ;

Vu la lettre du 3 octobre 2012 cosignée par le directeur général de la société union des distilleries de la méditerranée et le directeur général de la société Azur Distillation exposant que le site de Pertuis n'a pas été inclus dans l'apport partiel d'actif suite à l'assemblée générale extraordinaire du 12 mai 2009 et qu'en conséquence, l'exploitant de l'établissement de Pertuis est donc bien la société Azur Distillation ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012240-0001 du 27 août 2012 donnant délégation de signature à Mme Martine CLAVEL, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 24 août 2011 et le courrier du 18 novembre 2010 de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement – unité territoriale de Vaucluse – et les fiches d'écart et les réponses consignées par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que la société Azur Distillation n'a pas notifié sa cessation d'activité indiquant les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site ;

CONSIDÉRANT que la société n'a donc pas respecté les prescriptions et les intérêts mentionnés aux articles R 512-39-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre fin à cette situation ;

SUR proposition de la Directrice Départementale de la Protection des Populations ;

## AR R E T E

### ARTICLE 1er :

La société Azur Distillation , ci-après désignée « l'exploitant », dont le siège social est situé, 387, route de Cavaillon, Coustellet à Maubec (84 660) est mise en demeure de respecter, dans un délai maximal de trois mois après la notification du présent arrêté, pour son établissement sis Pont de la Durance à Pertuis ( 84120 ) les prescriptions de l'article R 512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

### ARTICLE 2 :

Les frais qui résulteraient des travaux et études liés à l'application des dispositions de l'article 1er du présent arrêté sont à la charge de la société Azur Distillation.

### ARTICLE 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues par l'article L 514-1 du code de l'environnement.

### ARTICLE 4 :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Nîmes dans les conditions prévues à l'article L 514-6 du Code de l'Environnement. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Les voies de recours sont précisées en annexe 1 au présent arrêté.

### ARTICLE 5:

La Secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, le sous-préfet de l'arrondissement d'Apt, le maire de la commune de Pertuis, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement, et du logement PACA, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire.

Avignon, le **19 NOV. 2012**

**pour le Préfet,**

**la Secrétaire Générale :**

**Martine CLAVEL**

## ANNEXE I

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes dans le ressort duquel se trouve l'établissement ou l'exploitation dont l'activité est à l'origine du litige, dans un délai de deux mois par l'exploitant à compter de sa notification conformément à l'article R. 421-5 du code de justice administrative et dans un délai de un an par les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la décision, ce délai pouvant être prolongé de six mois à partir de la mise en activité si celle-ci n'a pas eu lieu dans les six mois de la publication ou de l'affichage en application des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement."

### Article L514-6

I. - Les décisions prises en application des articles L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1 à L. 514-2, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II. - supprimé

III. — Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

### *Art. R. 514-3-1.*

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

